



INSTITUT DU CAIRE POUR L'ÉTUDE
DES DROITS DE L'HOMME

*Il n'y aura pas de discours
religieux nouveau sans
une réforme politique globale*

**Déclaration de Paris sur
les moyens de renouveler
le discours religieux**

12 - 13 Août 2003

*“Il n’y aura pas de discours religieux nouveau
sans une réforme politique globale”*

**Déclaration de Paris
sur les moyens de renouveler
le discours religieux**

*“Il n'y aura pas de discours religieux nouveau
sans une réforme politique globale”*

**Déclaration de Paris
sur les moyens de renouveler
le discours religieux**

(Paris 12- 13 Août 2003)

**Déclaration de Paris
sur les moyens de renouveler
le discours religieux**

Tous droits d'impression réservés

Editeur: Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme
9 Rue Rustom, Garden City, Le Caire, Egypte

Adresse postale : P.O. Box 117 (Maglis el-Shaab), Le
Caire, Egypte

Adresse email :CIHRS@soficom.com.eg

Tél: (+202)7946065 -7951112

Fax: (+202)7921913

*"Il n'y aura pas de discours religieux nouveau
sans une réforme politique globale"*

**Déclaration de Paris
sur les moyens de renouveler
le discours religieux**

A l'invitation de l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme, s'est tenue à Paris les 12 et 13 août 2003 une rencontre réunissant une trentaine de penseurs, chercheurs et défenseurs des droits de l'homme venant de huit pays du monde arabe, qui ont discuté des moyens pratiques de renouveler le discours religieux.

Les contributions d'Ahmed Abdel Moeti Héga-zy, Al-Baqer Affifi, Gamal Al-Banna, Salah Al-Gorchy, Fayssal Darradj et Nasr Hamed Abou Zeid ont été présentées au cours de six sessions. Les discussions autour de ces documents se sont déroulées tantôt oralement, tantôt sous forme de

* Cette rencontre a été organisée dans le cadre du programme "Renforcement du rôle de la société civile dans la prise de décision dans le Monde arabe" conduit par l' Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme, en coordination avec la Fédération internationale des droits de l'homme, le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme et subventionné par l'Union Européenne.

L'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale et régionale qui possède le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Il est implanté au Caire et à Paris et tient des conférences dans des capitales arabes ou non arabes.

commentaires écrits, dans un climat de sérieux et de profonde réflexion. Un fort sentiment de responsabilité animait penseurs et chercheurs et leur participation était l'expression de leur propre pensée et non l'écho de partis, institutions ou groupes organisés.

Les contributions écrites et les débats ont tenté de répondre à la question fondamentale suivante : comment concilier le monde moderne, qui atteint un niveau remarquable de progrès scientifique, technologique, social, politique et culturel, et notre patrimoine religieux et idéologique, sans perdre notre spécificité culturelle, opérer un replis sur soi ou s'isoler du monde qui nous entoure ?

Les conclusions de cette rencontre peuvent se résumer dans les points suivants :

- 1 - Le "renouveau" du discours religieux a été, depuis l'aube de l'islam, un objectif majeur dans le parcours de la culture arabomusulmane, puis dans les écoles des Mu'tazilites, d'Averroès, des soufis, des frères Al-Saffa et d'autres noyaux éclairés. A l'époque moderne, la pensée religieuse a connu des cycles successifs d'ijtihad et des projets de renaissance par différents penseurs depuis Hassan Al-Attar, Rifaa Al-Tahtawy et Ben Badis, en passant par Gamal Eddine Al-Afghany, Mohamed Abdou, Khayr Eddine Al-Tounsy, Chebly Chémeil et Al-Taher Al-Haddad, jusqu'à Taha Hussein, Ali Abdel Razek, Khaled Mohamed Khaled, Mahmoud Mohamed Taha, Hussein

-
- in Morowa et leurs disciples contemporains.
- 2 - Le renouvellement du discours religieux est une nécessité urgente si l'on part de l'idée que c'est un élément essentiel pour combler le fossé qui sépare le monde arabo-musulman du monde développé.
 - 3 - Le renouvellement du discours (islamique) est une nécessité interne (arabo-musulmane) profonde, émanant du refus des Arabes et des musulmans de voir leur position dans le monde s'affaiblir. Cette nécessité n'est pas liée au rapport avec les exigences de certaines grandes puissances, même si cela peut sembler être le cas à un moment donné. Cette tâche ne concerne pas uniquement les hommes de religion éclairés mais elle doit figurer en tête des priorités des penseurs, intellectuels et organisations des droits de l'homme, partant de l'idée que l'être humain est une valeur centrale et qu'il est fondamental de se référer à la raison dans toutes les questions de la vie.
 - 4 - Il est nécessaire de distinguer entre l'islam et l'histoire des musulmans, étant donné que l'histoire politique des musulmans est humaine et appelle donc des critiques, voire des invalidations.
 - 5 - En dépit de la diversité des points de vue des participants et de leurs interventions relatives au renouvellement et à ses formes, l'unanimité s'est faite sur une vérité fondamentale : le renouvellement du discours re-
-

ligieux est un facteur majeur du renouvellement de la vie politique et sociale dans le monde arabe. De même que le renouvellement du discours religieux ne peut avoir lieu sans une réforme politique globale avec un Etat démocratique basé sur le pluralisme, protégeant les libertés générales, celles de l'individu, sa liberté d'opinion et de choix sans lesquelles ne peut exister la liberté de la recherche scientifique, notamment dans le domaine des études sociales.

- 6 - Le renouvellement du discours religieux ne portera pas ses fruits sans une réforme culturelle de la société émanant d'une forte croyance dans la relativité des connaissances et dans les droits des êtres au dialogue et au questionnement. Ce qui signifie créer une certaine atmosphère globale idéologique, sociale et politique d'un côté, et rompre le rapport entre les régimes politiques despotes et la pensée religieuse figée, retardée ou extrémiste, de l'autre.
- 7 - L'un des obstacles majeurs au renouvellement du discours religieux dans le monde arabe est l'utilisation politique de la religion par les gouvernements, les groupes extrémistes ou certains partis politiques, dans le but de servir leurs propres intérêts. La prolifération de propagandes comme le conflit des civilisations, ou le conflit des cultures dans le monde arabe et occidental, le profond sentiment d'injustice et de menace chez les peu-

ples du monde arabe à cause du manque de soutien de la part de la majorité des Etats occidentaux aux causes justes des peuples arabes ou même des prises de position agressives contre eux, notamment en ce qui concerne la question palestinienne, tout cela va dans le sens du discours religieux extrémiste, et contribue à lui donner une "popularité" qui contredit les intérêts à long terme de ces mêmes peuples.

8 – Le dialogue a permis de dégager trois tendances principales :

La première tendance trouve dans le Coran toutes les réponses et avance qu'une lecture juste de la religion révélera que les idées de renouvellement, liberté, raison, progrès, justice, conseil (shoura) et respect de l'autre abondent dans le Coran, qui propose à la fois une foi et une législation.

La deuxième tendance affirme que les textes ont un caractère historique, et qu'il importe d'utiliser l'ijtihad à tous les niveaux de lecture. Le sens ne se révèle pas systématiquement au lecteur; il doit être déduit en fonction de l'expérience historique, puisque le texte coranique lui-même s'est référé au discours historique. Par conséquent, toute lecture possible est conditionnée par l'Histoire ; toutes les interprétations que nous avons héritées doivent être soumises à la critique, en tant que lectures liées à leur contexte, en fonction de notre vécu actuel et des données

de notre vie contemporaine. Ce courant défend un Etat laïc, ce qui ne signifie pas nier la religion, mais libérer ses capacités spirituelles latentes de l'étroitesse des lectures datées et des carcans de l'utilisation politique et arriviste. En même temps, le référent dans les affaires politiques et législatives devient civil et cesse d'être religieux.

La troisième tendance repose sur la séparation de la "religion" et de la "pensée religieuse". Tandis que le premier est sacré, divin et intouchable, le second est humain et peut donc réussir, se tromper et changer en fonction des époques et de l'évolution des besoins humains.

Ce courant se divise en deux :

Un groupe pour qui le renouvellement du "fiqh" et de ses sources doit se baser sur la seule référence coranique, tout en accommodant le hadith et la sunna aux critères du Coran.

L'autre voit le renouvellement de la pensée religieuse par l'accent, à nouveau, sur les textes généraux, au dépend des textes concernant une période précise, une région géographique ou un événement particulier.

D'autres ont exprimé la nécessité de créer un projet laïc arabe. Il faudra alors expliquer à l'opinion publique le concept de "laïcité" et lever l'ambiguïté qui l'entoure. Cela nécessitera également d'insister sur le fait qu'il n'entre pas en contradiction avec la religion en

tant que telle, mais avec la politisation de la religion.

D'autres, encore, prévoient que le renouvellement du discours religieux islamique aura lieu à travers les interactions entre l'islam et les musulmans en Europe et les sociétés européennes, ce qu'on a coutume d'appeler, dans les cercles académiques européens et musulmans, "L'islam européen" pour le distinguer de l'islam "asiatique" ou "arabe".

9 - Les participants ont abouti à de nombreuses recommandations importantes, adressées aux gouvernements (qui contrôlent les institutions religieuses officielles et les canaux de diffusion du discours religieux dans le monde arabe), à la société civile, en particulier aux mouvements culturels, sociaux et des droits de l'homme dans le monde arabe, comme suit :

1 - Appeler les gouvernements à revoir le contenu du discours religieux dans les programmes scolaires (religieux ou non) et à les développer, tout en les enrichissant de la pensée des innovateurs religieux.

2 - Inciter les responsables des médias (presse écrite, radio ou télévision) appartenant aux gouvernements ou aux individus, à réviser et à développer le contenu du discours religieux utilisé de manière adaptée aux problèmes actuels, sans omettre les efforts des prêcheurs du renouvellement religieux, contemporains ou non.

-
- 3 - Inciter les gouvernements, le mouvement culturel, les historiens et les défenseurs des droits de l'homme à redonner toute sa place au patrimoine démocratique et à l'ancienne période libérale du monde arabe, qui avait permis l'instauration d'un climat propice aux idées de renouvellement de la pensée religieuse.
 - 4 - Inciter les gouvernements à traiter toutes les religions de manière équitable dans les médias et les programmes scolaires.
 - 5 - Rassembler et republier les ouvrages religieux innovants (récents et anciens) dans une collection de livres ou de petits cahiers.
 - 6 - Inciter les penseurs, les universitaires et les journalistes à traiter des oeuvres des réformateurs religieux, en les proposant comme objets de recherche, de débat et de critique dans tous les médias.
 - 7 - Oeuvrer à utiliser les réseaux artistiques, culturels et médiatiques pour renouveler le discours religieux.
 - 8 - Faciliter l'accès au savoir religieux éclairé, en utilisant l'internet, les cassettes audio et vidéo, les livres et les manuels de vulgarisation.
 - 9 - Organiser des stages, en particulier sur le renouvellement du discours religieux pour les prêcheurs et les imams des mosquées, les journalistes des pages "religion" dans la presse écrite, les responsables des émissions religieuses dans les médias et les enseig-

nants dans les instituts religieux, avec la participation de ceux qui rénovent la pensée religieuse et des défenseurs des droits de l'homme.

- 10 - Constituer un site sur internet pour renouveler le discours religieux, avec un espace pour le dialogue ouvert et une banque de données consacrée au renouvellement du discours religieux.
- 11 - Nécessité de faire connaître la pensée soufie et les différents types de religiosité populaire.
- 12 - Inciter les organisations de la société civile, les penseurs et les défenseurs des droits de l'homme à organiser un dialogue stratégique sur le long terme avec les groupes de l'islam politique sur le rôle de la religion dans la société et la place de l'être humain dans le discours de ces groupes.
- 13 - Inciter les hommes de religion et les penseurs islamiques à mettre en débat les fondements du fiqh utilisés dans les domaines de la violence, de l'extrémisme et du terrorisme, sans se contenter de refuser et de condamner les crimes exécutés en leur nom.
- 14 - Appeler les hommes de religion et les penseurs islamiques à ne pas utiliser aveuglément le caractère sacré de la religion pour encourager à interdire la pensée, la littérature et les oeuvres de raison. Le respect des règles religieuses et éthiques nécessite une écoute des questions émergeant de la société

sur la base de la différenciation entre l'islam comme religion et le fiqh, connaissance produite par les spécialistes du fiqh (fuqaha) et des chercheurs, donc par des êtres humains. Cela entraîne la nécessité de concilier entre la pensée islamique et les exigences du progrès matériel, sociétal et éthique à l'époque contemporaine.

- 15 - Refuser l'interdiction de toute publication. Les associations des droits de l'homme, ainsi que les institutions culturelles et démocratiques, doivent oeuvrer immédiatement à publier tout livre saisi par le biais des services de sécurité, l'administration ou l'institution religieuse dans n'importe quel pays arabe.
- 16 - Critiquer la Déclaration des droits de l'homme en islam comme représentant un modèle d'obstacles injustifiés posés par les systèmes politiques et les forces sociales, empêchant d'exercer les droits et les libertés essentiels et inaliénables. Discuter la place de cette déclaration par rapport au système des droits de l'homme et son degré d'adaptation aux critères internationaux et aux buts de l'islam.
- 17 - Il faut continuer le dialogue entre les chercheurs, les penseurs et les défenseurs des droits de l'homme, afin que ce forum se transforme en une tribune continue pour le dialogue intellectuel, culturel et des droits de l'homme autour du renouvellement du dis-

cours religieux.

- 18 - Le dialogue doit s'élargir à d'autres secteurs de la société. La réforme ou le renouvellement religieux ne sont pas limités aux hommes de religion, mais concernent la société tout entière, en particulier les secteurs de la création (écrivains et artistes), les médias, l'éducation, les partis, les syndicats et les institutions de la société civile, les professeurs d'université en plus des hommes de sciences et des enseignants religieux eux-mêmes.
- 19 - Il faut accorder un soin particulier au renouvellement du discours religieux dans les domaines concernant la femme, la jeunesse, les enfants, les pauvres et les marginaux ainsi que les faibles en général.
- 20 - Les prochaines rencontres porteront sur la question de la liberté de pensée et de croyance, la recherche scientifique et la création littéraire et artistique, ainsi que la situation de la femme et de l'enfant.
- 21 - Publication des contributions de cette rencontre dans un ouvrage spécial.

Liste des participants

Paris, 12-13 Août 2003

Ahmed Abdel Moeti Hégazi

Poète et écrivain (al-Ahram) Egypte

Idriss Al-Yazami

Secrétaire général de la Fédération internationale
des droits de l'homme Maroc/France

Anwar Moghith

Professeur de philosophie, Université de Helwan Egypte

Ossama Khalil

Ecrivain islamique Egypte/France

Al-Baqer Al-Affif

Penseur islamique. Amnesty International Soudan/
Grande Bretagne

Bahey eldin Hassan

Directeur, Institut du Caire pour l'étude les droits de
l'homme Egypte

Gamal Al-Banna

Penseur islamique Egypte

Helmi Salem

Poète (organisateur de la rencontre) Egypte

Heider Ibrahim

Universitaire et penseur politique Soudan

Khamais Qassila

Secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits
de l'homme Tunisie /France

Khamais Chammari

Conseiller et expert des droits de l'homme Tunisie/
France

Darwich Al-Halwagui

Ecrivain et traducteur Egypte/France

Soliman Bouchweighir

Expert des droits de l'homme Libye/Suisse

Salah Eddine Al-Gorchy

Penseur islamique – vice président de la Ligue
tunisienne des droits de l'homme Tunisie

Zeinab Radouane

Doyenne de la Faculté Dar-al- Ulum – membre du
parlement égyptien Egypte

Atef Ahmed

Chercheur spécialisé dans la pensée islamique
Egypte

Abdel Hussein Chaabane

Président du réseau irakien du développement et de
la diffusion de la culture des droits de
l'homme Irak/Grande Bretagne.

Abdel Salam Hassan

Expert des droits de l'homme et conseiller juri-
dique Soudan/Grande Bretagne

Ghanem Gawad

Institution Imam Al-Khouly pour les œuvres de
charité Irak/Grande Bretagne

Fabiola Badawi

Journaliste Egypte/France

Fayssal Darrague

Ecrivain et critique Palestine/Jordanie

Karim Morowa

Penseur politique Liban

Kamal Al-Jandoubi

Vice-président du Réseau euro-méditerranéen des
droits de l'homme Tunisie/France

Magdi Abdel Hafez

Professeur de philosophie, Université de Hel-
wan Egypte

Mohamed Barrada

Ecrivain et critique Maroc/France

Mahmoud Ismaïl

Professeur d'histoire islamique Egypte

Moustapha Al-Tawati

Professeur d'Université Tunisie

Nasr Hamed Abou Zeid

Professeur d'études islamiques Egypte/Pays Bas

Père Yohanna Qalta

Vice patriarche des Catholiques Egypte